

ALSACIENS D'EUROPE

Une Roumanie très confiante

Militaire de formation, Jean-François Jund a quitté très tôt l'Alsace et son village de Bischheim. Après plusieurs escales et missions, il pose pour de bon ses valises en 2004 en Roumanie, un pays qui, comme lui, croit beaucoup en l'Europe.

Les rues de Bucarest n'ont presque aucun secret pour lui. D'un pas assuré, Jean-François Jund se propose de faire à pied la visite de la capitale roumaine. Au bout de la Calea Victoriei, l'une des artères principales de la ville, on s'arrête. Surprenant ou non, des drapeaux fleurissent de chaque côté de ce boulevard souvent bloqué par la circulation. « C'est à cause du sommet du Conseil de l'UE organisé cette semaine à Sibiu, dans le centre du pays », précise l'Alsacien, très au fait de l'actualité.

Depuis janvier, la Roumanie préside pour la première fois le Conseil de l'Union européenne. Une fierté pour ce pays, ex-membre du Pacte de Varsovie, qui se retrouve sous les feux des projecteurs. « Quand les Roumains ont adhéré à l'UE le 1^{er} janvier 2007, ils ont aussi sorti les drapeaux. Les images passaient à la télévision. On en parle tout le temps. »

« On se disait qu'on ne rentrerait jamais dans l'UE »

En Roumanie, l'Europe n'est pas un gros mot, loin de là. « Quand je suis venu la première fois en 1995, c'était une utopie pour les Roumains », se souvient Jean-François Jund. « C'était juste après la Révolution, on se disait qu'on ne rentrerait jamais dans l'UE », ajoute Mihaela, son épouse. Et puis les Roumains ont commencé à y croire.

L'Europe débloque des fonds pour aider le pays à rattraper son retard. La Roumanie, de son côté, sous la présidence notamment de Traian



Jean-François Jund estime avoir toujours eu « l'esprit très européen ». Marié à une Roumaine et parlant le roumain, il connaît aujourd'hui très bien le pays. Photos L'Alsace/Morgane Schertzinger

Basescu (Parti démocrate), tente d'attirer les investisseurs étrangers. « L'ouverture des barrières douanières a poussé les gens à venir investir en Roumanie », reprend Jean-François. La croissance a atteint les 9 % en 2007. Mais moi je n'avais pas de succès avec ma société. »

Qu'importe, le Bas-Rhinois n'était pas venu faire fortune en Roumanie. Installé depuis quelques années avec sa femme dans un appartemen-

ment du nord de Bucarest, il restructure sa société spécialisée dans l'intelligence économique et tente de ne pas couler au moment où surgit la crise. « Pour les Roumains, l'Europe est une sécurité. J'ai bien perçu l'intégration dans l'UE, je le voyais quand même comme une protection en tant qu'expatrié », avoue Jean-François Jund. Mais on pourrait vivre ici même si le pays n'était pas dans l'UE. »

Si la crise de 2008 a ralenti la croissance, l'adhésion à l'UE en 2007 a poussé le pays – et ses prix – vers le haut.

Niveau de vie en hausse, chômage en baisse

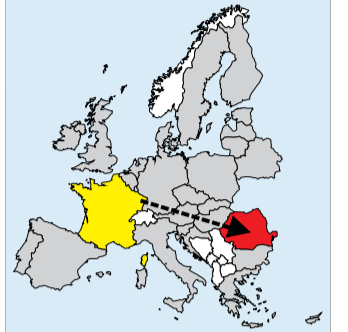
« Le niveau de vie a beaucoup augmenté », souligne Mihaela, originaire de la Bucovine, région du nord de la

Roumanie. Le salaire minimum a évolué, tout comme les très hauts revenus dans les multinationales et ceux de l'administration publique. » Et l'Europe a offert bien plus aux travailleurs roumains, leur permettant d'aller à l'étranger sans visa. « Beaucoup partent en Allemagne et en Angleterre, mais c'est pour leur niveau de vie. Ils finissent par revenir. Ils sont patriotes », sourit Jean-François. En Roumanie, le chômage ne fait que baisser depuis l'été 2015, pour atteindre aujourd'hui 3,8 %.

Seul ombre au tableau selon lui : la corruption. « Des routes auraient dû être refaites et ne l'ont pas été, par exemple », explique l'expatrié. Si beaucoup de start-up dans le privé ont pu toucher des fonds européens, sur les appels d'offres publics, une partie des fonds est détournée. »

Mihaela Jund l'assure, elle comme les Roumains ont « confiance dans les institutions européennes », mais moins dans leurs politiciens.

Preuve en est, le jour des élections européennes, la Roumanie organisera un référendum sur les grâces en faveur des condamnés pour corruption. « L'Europe a toujours un œil sur cette ordonnance voulue par le gouvernement social-démocrate [et dénoncé par le président pro-européen, Klaus Iohannis, ndr] qui permettrait de blanchir quelqu'un impliqué dans des affaires », analyse l'Alsacien. « Et ça fait des étincelles avec Bruxelles. » Ce qui n'est pas bon pour la Roumanie – et Jean-François – qui souhaite toujours entrer dans l'espace Schengen. Les discussions commencent à s'éterniser...



depuis la promesse de campagne du président Iohannis. Et son mandat s'achève à la fin de l'année.

Un reportage de Morgane SCHERTZINGER

PLUS WEB Retrouvez la version grand format ce samedi à 18 h sur notre site internet www.lalsace.fr

LIRE Dimanche : François Logel en Autriche.

Bio

- **Septembre 1963** : naissance de Jean-François Jund à Strasbourg.
- **1984** : l'Alsacien rejoint le Groupement blindé de gendarmerie mobile de Versailles-Satory, en région parisienne.
- **1995** : premiers pas en Roumanie, comme inspecteur contrôleur sur le Danube.
- **2001** : retour en Roumanie, il est détaché au ministère de l'Intérieur à l'ambassade de France.
- **2002** : mariage, selon le rite orthodoxe, avec Mihaela, une Roumaine rencontrée à Bucarest.
- **2004** : retraite militaire et création de sa société de veille d'informations et de conseils.

L'expérience Erasmus à Bucarest

C'est une fille souriante qui s'assoit à la terrasse d'un café en plein centre de Bucarest. « On vient de sortir de la fac », dit-elle. Il est 18 h 45, un jeudi soir, Romane et son amie Léonie sont en week-end. « C'est vrai qu'on a beaucoup moins de cours ici qu'à Lyon, une douzaine d'heures par semaine environ. Le rythme est moins soutenu », reconnaît la jeune Alsacienne de 23 ans.

En Roumanie, les cours à l'université débutent souvent tard, pour permettre aux étudiants de travailler. « Il y en a pas mal qui travaillent à côté, ne serait-ce que pour avoir leur argent de poche », complète Léonie, 21 ans.

La mobilité, un avantage

Les deux Françaises sont en première année de Master Étude de genres (travail sur l'égalité homme-femme), à l'université Lyon 2. Leur filière leur permettait de partir six mois à l'étranger, dans le cadre du programme Erasmus, créé en 1987. « Je savais que ça allait être compliqué avec mon master de trouver un job, alors je me suis dit que la mobilité allait être un avantage », précise Léonie. Comme tout étudiant Erasmus, Romane et Léonie ont eu droit à des aides financiè-



Un peu moins de 2000 étudiants français étudient chaque année dans une faculté roumaine, comme la Riedisheimoise Romane Kueny (à gauche) et son amie Léonie, de Lyon. Photo L'Alsace

res : la bourse Erasmus (270 €/mois, la plus basse attribuée en raison du faible coût de la vie en Roumanie), la bourse du Crous si l'étudiant est déjà boursier (environ 100 €/mois) et une bourse de la région Rhône-Alpes qui s'élève à environ 800 €. « Je ne m'attendais pas à toucher toutes ces bourses », avoue Romane. Par contre, on n'a pas eu d'aide pour trouver un logement à Bucarest. » Elles ont finalement déniché, en une semaine sur place, une colocation pour 600 €/mois. Côté fac, elles devront valider leurs cours comme à Lyon. L'équivalence sera reconnue à leur retour en France.

Voyages en stop

Romane et Léonie ont choisi ce

programme pour « vivre l'expérience Erasmus ». Les week-ends, quand elles ne bûchent pas sur leurs dossiers à rendre, elles voyagent. « On a déjà fait la Roumanie en stop, on a fêté la Pâques orthodoxe chez une famille où on a été très bien accueillies », se souvient la Riedisheimoise.

En Roumanie, le train est gratuit pour les étudiants. Pourtant, c'est en stop qu'à la fin du mois, avec leurs camarades en Erasmus à Bruxelles, elles rejoindront Istanbul via la Bulgarie. « Quand on part, c'est toujours l'aventure. Je ne savais pas à quoi m'attendre. Je serai contente de dire que j'ai visité ce pays », sourit Romane.

« Les médias agissent en fonction de leurs intérêts »

C'est un classement très sérieux. Cette année, Reporters sans frontières installe la Roumanie à la 47^e place (la France est 32^e) dans sa liste des 180 pays respectant la liberté de la presse. « Les médias 100 % indépendants n'existent pas », estime Rasvan Roceanu, journaliste depuis 1991 à la Radio Romania Bucuresti, la radio publique roumaine. Ce ne sont que des grands patrons, souvent des groupes qui sont dans l'immobilier, l'industrie ou le commerce. » Se pose dès lors la question de l'indépendance éditoriale. Existe-t-elle vraiment ? « Il n'y a rien de comparable à la France. En Roumanie, les médias changent facilement de bord en fonction des intérêts de leurs propriétaires. Ce qui les intéresse, c'est d'avoir des auditeurs. »

On constate une frustration, on insulte

Ici, on ne peut pas vraiment parler de pluralisme de l'information. Les journaux papier sont pour la plupart orientés contre le gouvernement social-démocrate (PSD) de Viorica Dancila. « Tous les journaux sont de centre droit ou de droite. Un seul, le tabloïd Evenimentul Zilei, est rebelle et critique le président (de droite). En interview, les journalistes sont très impertinents face aux politiques », note Rasvan Roceanu. « On constate une frustration, on insulte à la télé, parce qu'on n'arrive pas à ses fins », analyse de son côté Jean-François Jund.



Rasvan Roceanu est journaliste pour la radio publique. Photo L'Alsace

Des chaînes de télévision comme Romania TV ou Antena 3, proches du pouvoir, dérogent régulièrement aux règles déontologiques. Par exemple, le patron d'Antena 3, Dan Voiculescu, ancien vice-président du Sénat, a fait de la prison pour blanchiment. « Il arrive en Roumanie que des hommes politiques deviennent journalistes ou inversement », reprend l'Alsacien.

En Roumanie, le problème est aussi que « les médias sont un

pouvoir qui échappe à certains contrôles. » Le CNA (Conseil national de l'audiovisuel) est jugé plutôt incompetent et politisé, alors qu'il devrait garantir la liberté de la presse.

Les Roumains ont besoin d'y croire

Ce que peine à faire le site Rise Project. Cette organisation à but non-lucratif créée par des journalistes d'investigation en 2012 menait une enquête sur une fraude aux aides européennes, quand elle a été sommée par les autorités roumaines de révéler ses sources, sous peine d'amende. « Il y a des blogueurs qui essayent d'attirer l'attention sur des sujets dont les médias ne veulent pas parler », admet Rasvan Roceanu. Parmi ces sujets, la corruption. « On n'a pas parlé du financement par Kadhafi de la campagne de Sarkozy. On préfère ignorer ces problèmes », conclut-il. Les Roumains ont besoin de croire à la bonne image de l'Occident. »



Le Parlement roumain, vestige de l'ère communiste qui a duré 45 ans en Roumanie. Photo L'Alsace